

# **REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

**Unité – Dignité - Travail**

\*\*\*\*\*

## **RAPPORT D'EVALUATION A MI-PARCOURS DU PROGRAMME D'ACTION DES PAYS LES MOINS AVANCES (PMA) POUR LA DECENNIE 2001-2010**

**(Avec l'Appui du Programme des Nations Unies pour le Développement)**

*Bangui, Décembre 2005*

- 2 -

## 1. Contexte relatif à la 3<sup>ème</sup> Conférence sur les PMA

La 3<sup>ème</sup> Conférence des Nations Unies sur les Pays les Moins Avancés (PMA) s'était tenue à Bruxelles en Belgique du 10 au 20 mai 2001 et avait adopté un Programme d'Action pour la décennie 2001-2010 autour de sept (7) engagements :

- *Engagement 1 : Encourager une action axée sur la population,*
- *Engagement 2 : Bonne gouvernance au niveau national et international,*
- *Engagement 3 : Renforcer les capacités humaines et institutionnelles,*
- *Engagement 4 : Mettre en place les capacités de production nécessaires pour que les PMA bénéficient de la mondialisation,*
- *Engagement 5 : Renforcer le rôle du commerce dans le développement,*
- *Engagement 6 : Réduire la vulnérabilité et protéger l'environnement,*
- *Engagement 7 : Mobiliser des ressources financières.*

L'objectif à atteindre est l'élimination de la pauvreté et l'amélioration de la qualité de vie de plus de 600 millions d'individus vivant dans les PMA. Les orientations en matière de suivi sont axées autour :

- de la mise en œuvre des actions énoncées dans le Programme d'Action sous forme de mesures concrètes dans le cadre des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) ;
- des examens indépendants pouvant faciliter l'évaluation des résultats obtenus.

La République Centrafricaine fait partie des 49 PMA. C'est un vaste pays enclavé de 623 000 km<sup>2</sup>. Sa population est de 3,8 millions d'habitants dont plus des deux tiers vivent en milieu rural. L'économie centrafricaine est essentiellement basée sur le secteur primaire qui occupe 80 % de la population active. Le pays possède de multiples ressources naturelles (diamant, or, uranium, bois etc.) mais pour la plupart inexploitées. Il produit une gamme de cultures de rente (coton, café, tabac...) et vivrières. Ses terres sont abondantes et les sols offrent de bonnes possibilités de développement de l'agriculture et de l'élevage. Ses forêts denses couvrent environ 3,5 millions d'hectares dans le Sud-Ouest du pays et abritent une faune et une flore abondantes. Pour ce qui est de l'environnement, la situation varie d'une région à l'autre et les zones les plus peuplées, en particulier les savanes du Nord-Ouest souffrent de dégradation.

Malgré la richesse de ses ressources naturelles, la République Centrafricaine demeure un pays très pauvre. Comme les autres PMA, elle est caractérisée par de nombreuses contraintes et faiblesses : capacités humaines, productives et institutionnelles limitées ; forte vulnérabilité aux chocs économiques extérieurs, aux catastrophes naturelles, aux maladies transmissibles ; accès limités à l'éducation, à la santé et à d'autres services sociaux de base ainsi qu'aux nouvelles technologies de communication ; médiocrité des infrastructures,...

En 2000, un comité interministériel préparatoire de la 3<sup>ème</sup> Conférence sur les PMA a été mis en place afin de formuler des stratégies et politiques de sensibilisation des partenaires impliqués. Il devra ensuite suivre et coordonner le programme d'activité des différents partenaires. La République Centrafricaine s'est impliquée dans le Programme d'Action des PMA dans un contexte de crises militaro-politiques intérieures (mutineries des années 1996-1997, tentative de coup d'Etat de mai 2001 et coup d'Etat de mars 2003) qui ont mis à mal ses structures économiques et sociales de base.

- 3 -

## **2. Evaluation des engagements du Gouvernement**

De 2001 à 2005 malgré les difficultés économiques, le Gouvernement centrafricain a entrepris un certain nombre d'actions en vue de respecter les sept (7) engagements auxquels il a souscrit à Bruxelles, même si beaucoup reste à faire d'ici l'échéance de 2010.

### **2.1. Engagement 1 : Encourager une action axée sur la population**

#### **a - Actions réalisées**

##### **- Lutte contre la pauvreté**

- Le Gouvernement a mis en place, avec l'appui des partenaires au développement, une cellule chargée de piloter le processus d'élaboration du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP). A cet effet, deux enquêtes sur les conditions de vie des ménages ont été réalisées en milieu rural et urbain avec pour objectifs, de déterminer le profil de la pauvreté pour y trouver des solutions adéquates d'une part et de mettre à jour les données disponibles sur la pauvreté d'autre part. Le DSRP devrait être disponible en 2006.
- Le 3<sup>ème</sup> recensement général de la population et de l'habitat réalisé au 1<sup>er</sup> trimestre 2003 et validé par le Gouvernement en 2005 a permis de disposer de données socioéconomiques actualisées qui ont été utilisées dans le DSRP en finalisation et vont permettre d'orienter les actions et programmes de développement pour le futur.
- Avec l'appui des partenaires au développement (UNICEF, UNFPA, OMS) le gouvernement a mené des actions vers les populations de base parmi lesquelles on peut citer les récentes campagnes de vaccinations contre la rougeole, la poliomyélite. D'autres actions d'appui au relèvement post-conflit ont ciblé le réaménagement des infrastructures scolaires dans certaines zones affectées par les récents conflits.

##### **- Lutte contre l'insécurité**

- Le Gouvernement a organisé en 2003, avec l'appui des partenaires le rapatriement, des personnes réfugiées à l'extérieur du pays après le coup d'Etat manqué du 28 mai 2001.
- En matière de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR), le Gouvernement a mis en place un comité national de désarmement, démobilisation et réinsertion (CNDDR) dont la mission est la mise en œuvre et la conduite de la Lettre de Politique Générale en matière de Défense Globale et du processus DDR. En 2005, avec le volet désarmement, démobilisation et réinsertion des ex-combattants, 2.500 ex combattants potentiels (soit environ 30 % du total) ont été démobilisés sur un total de 7.565 (5.447 ont été formellement identifiés). Environ 360 armes ont été ramassées. Enfin 600 de ces ex-combattants ont été réinsérés.

#### **b – Défis à relever**

Les conflits militaro-politiques ont amoindri de manière drastique les ressources devant permettre le financement des différentes actions. Aussi, le départ de certains partenaires bilatéraux (entre 1996 et 2003) qui contribuaient à gérer certains volets d'actions en faveur des populations a aggravé cette situation.

- 4 -

- **La finalisation rapide du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et sa mise en œuvre** immédiate devraient être une priorité absolue puisqu'il est le principal vecteur des engagements que le Gouvernement devra exécuter avec l'appui des partenaires au développement. Ce document va constituer l'unique cadre de référence pour la mise en œuvre de la politique générale du Gouvernement centrafricain de concert avec les partenaires au développement.

- **Renforcement des actions de Lutte contre le VIH/SIDA** : en dépit des actions engagées la lutte contre le VIH/sida devrait être renforcée davantage en accentuant l'aspect préventif et curatif aussi bien dans la capitale que dans les villes de province par des actions de nature à faire baisser le taux de prévalence qui est au dessus de 10 % afin de mieux faire reculer le fléau. Un début d'action est la mise sur pied d'un comité national de lutte contre le sida.

- **Renforcement de la lutte contre l'insécurité** : la poursuite de la mise en œuvre complète de la Lettre de Politique Générale en matière de Défense Globale et du processus DDR de notamment la prise en compte des volets désarmement des civils et l'appui aux communautés.

## **2.2. Engagement 2 : Bonne gouvernance au niveau national et international**

### **a - Actions réalisées**

#### **- Gouvernance politique**

- En 2003 après le coup d'Etat, le Gouvernement de transition a mis en place un Conseil National de Transition (CNT) afin d'encadrer, d'appuyer et de conseiller la transition politique. Un gouvernement de consensus a été constitué dans le but de renforcer la confiance au niveau interne et rassurer la communauté internationale.
- En 2004, le Gouvernement de transition a organisé un Dialogue National avec la participation des représentants de toutes les couches de la société dans le souci de définir une stratégie consensuelle, durable pour la résolution de la crise qu'a traversé la République Centrafricaine depuis plus de 10 ans et de trouver des stratégies de développement durable.
- En mai 2005, pour mettre un terme à la transition, le Gouvernement a organisé avec l'appui des partenaires des élections présidentielles et législatives. Elles ont été jugées transparentes, crédibles et démocratiques par la communauté internationale et ont permis un retour à la légalité constitutionnelle.
- Depuis les élections, le Gouvernement a procédé à la mise en place des Institutions républicaines et garantes du bon déroulement de la vie politique.

#### **- Gouvernance économique**

Dans l'objectif d'assainir les finances publiques et de restaurer un climat propice au développement, le Gouvernement a adopté et mis en œuvre un certain nombre de mesures sur la base de son Programme de Politique Générale après diagnostic et définitions des priorités pour les trois (3) prochaines années en vue d'une stabilisation macroéconomique.

- Un recensement des fonctionnaires et agents de l'Etat organisé en Août-Septembre 2005 a permis de faire des économies budgétaires d'une soixantaine de millions de F CFA par mois, après que des irrégularités aient été corrigées. Le Gouvernement a sanctionné les

- 5 -

auteurs de ces malversations. Aussi, il a été mis en place un Fichier Unique de Référence (FURCA) créé en 2004 en vue de disposer d'une base de données complètes, fiables et informatisées des fonctionnaires et agents de l'Etat. Ce fichier devrait offrir les conditions pour une bonne gestion financière, une maîtrise des effectifs de l'Administration ainsi qu'un meilleur suivi des carrières.

- Afin de renforcer son engagement à assainir les finances publiques et à lutter contre la fraude et la corruption, le Gouvernement a mis en place un Comité de Réflexion sur la Corruption présidé par le Ministre de l'Economie du Plan et de la Coopération Internationale en vue de formuler une stratégie cohérente et participative de lutte contre la corruption. Aussi le Gouvernement a équipé l'agent judiciaire de l'Etat et la section spéciale (pôle financier) au ministère de la Justice pour lutter contre ce fléau. Le Gouvernement vient de créer une Agence nationale d'investigation financière (ANIF) et une profonde restructuration des régies financières a été entamée. On notera aussi les réformes structurelles qui sont entreprise en plus du renforcement des capacités institutionnelles ainsi que la restauration de l'autorité de l'Etat.

#### **- Consolidation de la paix**

- Le gouvernement a redéployé les forces armées dans les zones critiques du nord et du nord ouest avec l'appui de la FOMUC et de la coopération française. Il multiplie des opérations conjointes avec les forces militaires des pays voisins (Tchad et Cameroun). Dans les villes, le renforcement de la présence des forces de défenses et de sécurité, particulièrement à Bangui, contribue à sécuriser les biens et les personnes.

- Le Gouvernement a promulgué une loi dépénalisant la presse ce qui favorise une plus grande liberté d'expression et la participation des citoyens aux débats sur les problèmes nationaux.

#### **b – Défis à relever**

- **Consolidation des institutions démocratiques** : la stabilité et la paix ne peuvent être renforcées et pérennisées que si la démocratie est consolidée par des actions pouvant œuvrer en faveur du renforcement des capacités des nouvelles institutions républicaines (Présidence, Assemblée nationale,...).

- **Renforcement de la gouvernance locale** : la décentralisation pourrait favoriser l'autonomie et libérer les initiatives locales ce qui est essentiel pour la lutte contre la pauvreté. Dans cette perspective, des élections municipales et communales seraient un moyen de légitimation des pouvoirs locaux et l'établissement d'une large participation locale.

- **Accélération des réformes en faveur de la gestion des finances publiques** : les réformes déjà entreprises doivent être renforcées et complétées par d'autres afin de relancer durablement la croissance économique. Dans cet objectif, il est important de soutenir et relever les capacités de l'administration. De même, la mise en œuvre d'une stratégie nationale de lutte contre la corruption dans tous les secteurs permettrait une plus grande moralisation de la vie économique.

- 6 -

### **2.3. Engagement 3 : Renforcer les capacités humaines et institutionnelles**

#### **a - Actions réalisées**

Le contexte post conflit de la RCA, marqué par une rareté des ressources tant interne qu'externe, fait que l'essentiel des actions ont été tournées vers les secteurs prioritaires.

Les crises militaro-politiques (1996-2003) ont mis à mal les structures de l'économie et même le fonctionnement de l'Etat, conduisant à un amenuisement progressif des ressources publiques qui devaient servir au financement des capacités humaines et institutionnelles.

#### **b - Défis à relever**

- *Développement rural* : avec les faibles capacités en milieu rural, le relèvement du niveau des productions actuelles devrait passer par un renforcement des capacités dans le milieu rural notamment en ce qui concerne les institutions d'encadrement et les organisations paysannes.

- *Renforcement des capacités de l'administration* : pour mieux accompagner les politiques et les réformes du Gouvernement et répondre aux exigences des partenaires au développement, il est nécessaire de renforcer les capacités de gestion, de pilotage et de suivi-évaluation des politiques et programmes.

### **2.4. Engagement 4 : Mettre en place les capacités de production nécessaires pour que les PMA bénéficient de la mondialisation**

#### **Actions réalisées.**

Avec les différentes crises du passé, les capacités de production du pays ont considérablement baissé. Dans tous les secteurs de l'économie, l'activité productive a fortement décliné. Pour le secteur moderne par exemple, le nombre des grandes entreprises participant au budget de l'Etat par la fiscalité a beaucoup chuté. Le Gouvernement se trouve alors dans l'incapacité de financer les investissements publics et les services de base aussi bien au niveau urbain que rural.

#### **b - Défis à relever**

- *Développement des infrastructures* : l'amélioration de la qualité des routes, des pistes rurales et les conditions de navigabilité sur le fleuve Oubangui ainsi que certaines rivières permettra une circulation fluide des hommes et des biens en vue d'accroître les flux d'échange entre la capitale, les villes de province et l'extérieur. C'est un défi de tous les temps et s'il est relevé, le désenclavement intérieur et extérieur renforcera les performances de l'économie centrafricaine et renforcera la lutte contre la pauvreté.

- *Développement de l'agriculture* : la restructuration des différentes filières et l'amélioration des conditions d'exportation de ces produits renforcera l'intégration de l'économie centrafricaine dans l'économie mondiale. Par ailleurs, une stratégie d'exportation des productions agricoles et animales dans la sous-région Cémac (produits viviers, viande,...) permettra au pays de participer aux échanges sous-régionaux.

- 7 -

- **Amélioration de l'environnement des affaires** : l'environnement des affaires est un facteur fondamental pour la création d'entreprises. Il est urgent de l'assainir par la normalisation des réglementations administratives et le renforcement de l'Etat de droit afin d'attirer les investissements privés nationaux et étrangers en vue de reconstituer le tissu économique détruit par les différents conflits. Le renforcement de l'application du Traité de l'OHADA est un atout qui permettra de renforcer le secteur privé dans les opportunités d'exportation.

## **2.5. Engagement 5 : Renforcer le rôle du commerce dans le développement**

### **a - Actions réalisées**

Le contexte difficile du pays n'a pas permis de mettre en place des actions significatives cadrant avec cet engagement. Cependant, afin de crédibiliser les exportateurs de diamant et d'assurer la transparence, la République Centrafricaine a adhéré au processus de Kimberley relatif à la certification et aux transactions de ce produit. En dehors de ce choix, la situation du pays ne lui a pas permis de faire plus.

### **b – Défis à relever.**

- **La mise en place de la procédure de dédouanement par un guichet unique** à Douala devra être accélérée afin de limiter les déperditions de ressources lors des importations et des exportations.

- **Le désenclavement interne et externe du pays** : il passerait par une réhabilitation des voies de communication (routes, pistes rurales, voies fluviales) et de télécommunications.

## **2.6. Engagement 6 : Réduire la vulnérabilité et protéger l'environnement**

### **a - Actions réalisées**

Le contexte difficile du pays n'a pas permis de mettre en place des actions significatives cadrant avec cet engagement par manque de ressources.

Le secteur de l'énergie électrique a toujours été un monopole d'Etat. Un code d'électricité a été élaboré et adopté par le Conseil National de Transition (CNT) et promulgué, ce qui permet une libéralisation du secteur et contribuera à diversifier les sources d'énergie. Dans la perspective d'exploitation de toutes les potentialités dans ce domaine dans l'arrière-pays, un projet de micro-barrages a été créé et a permis d'en construire sur la Mbali (Est de la RCA). Un Plan d'adaptation aux événements climatiques a été adopté afin de préparer les populations à mieux gérer les chocs liés aux comportements imprévus de la nature.

### **b – Défis à relever**

- Il est important d'**appuyer les initiatives municipales et communales dans le domaine de l'urbanisation et de l'assainissement** afin d'améliorer le cadre de vie.

- Le Stratégie nationale de lutte contre la désertification et la déforestation élaborée par le Gouvernement devrait être renforcée par des actions de sensibilisation en directions des communes, des communautés villageoises ainsi que par des appuis pouvant favoriser les activités génératrices de revenus et d'économie d'énergie,...

- 8 -

- La protéger la biodiversité.

## **2.7. Engagement 7 : Mobiliser les ressources financières**

### **a - Actions réalisées**

Le montant des ressources mobilisées a été très faible depuis les années 2000 ; ceci en raison d'un manque d'assiduité du pays dans les efforts de réforme et surtout le contexte de crise qui a eu pour réponse des soutiens humanitaires ou d'urgence.

Aussi bien les ressources internes qu'externe n'ont permis au Gouvernement à faire face à ses engagements.

D'une manière générale, les appuis financiers externes dont le pays a pu bénéficier sont très ciblés et occasionnels et ne suffisent pas à envisager des programmes ambitieux pour honorer les 7 engagements.

### **b - Défis à relever**

- *Finalisation du DSRP et organisation d'une table ronde des bailleurs* : la mise à disposition du Gouvernement du DSRP ouvrira des perspectives de mobilisation de ressources financières dans la mesure des financements que les bailleurs de fonds apporteront pour prendre en charge certains volets du programme de lutte contre la pauvreté. Aussi, à l'horizon 2006, le DSRP servira de base de négociation afin de bénéficier de l'initiative PPTE qui contribuera à réduire la dette extérieure dont le service (pour l'année 2005, le service de la dette se chiffre à 212 milliards de F CFA dont 25,8 milliards d'échéance courante et 186,2 milliards de stocks d'arriérés à la fin 2004) est difficilement assuré.

- *Accroissement des ressources publiques* : l'assainissement des finances publiques en vue d'accroître les ressources devra être renforcée par :

- la lutte contre la corruption et le renforcement des systèmes de contrôle ;
- la lutte accrue contre la fraude minière en vue renforcer les ressources d'exportation et améliorer les ressources de l'Etat.
- une plus grande contribution de tous secteurs productifs au budget de l'Etat.

## **3. Degré d'engagement des ONG centrafricaines**

### **a - Actions réalisées**

Depuis 1993, beaucoup d'ONG ont été créées à la faveur de la libéralisation politique. En 2002, le Gouvernement a publié une loi régissant le fonctionnement des ONG. Toutefois, celles-ci n'ont généralement que de petites structures. Seulement seize (16) d'entre elles ont signé des conventions de collaboration avec le Gouvernement à travers le Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale. Huit (8) de ces ONG œuvrent dans le domaine de la formation/éducation. Deux (2) interviennent dans le domaine de la défense des Droits de l'Homme et seulement trois (3) s'intéressent aux secteurs du développement, des technologies appropriées et du micro-crédit. Leur lieu d'implantation privilégié est Bangui la capitale. Certaines ont plus de visibilité (Ligue centrafricaine des Droits de l'Homme) que

d'autres. Enfin, les ONG centrafricaines demeurent embryonnaires peu intégrés aux réseaux mondiaux à travers des partenariats et par conséquent souffrent de capacités tant financières qu'institutionnelles.

#### **b – Défis à relever**

- Il y a lieu de renforcer le professionnalisme des ONG afin d'accroître leurs performances sur le terrain, d'encourager leur enracinement dans l'arrière-pays.

- Le Gouvernement devra créer une structure formelle pouvant amener les ONG à produire des rapports d'activité afin de mieux diffuser leurs programmes et leurs réalisations, ce qui permettra d'apprécier quantitativement et qualitativement leurs réalisations et leurs engagements.

#### **4. Conclusion**

*De 2001 à 2005, le Gouvernement centrafricain n'a pas réuni les conditions économiques, financières (résultats macroéconomiques médiocres), institutionnelles, et même sécuritaires pour mettre en œuvre le Programme d'action des PMA. Néanmoins, quelques actions ont été réalisées. Le Gouvernement peut tenter de rattraper le retard en relevant certains défis qui sont notamment :*

*– la mise en place d'un point focal pour le suivi de l'exécution des engagements pris lors de la 3<sup>ème</sup> Conférence des Nations Unies sur les Pays les Moins Avancés à Bruxelles.*

*– la finalisation rapide du DSRP afin de fixer le Gouvernement et les partenaires au développement sur les grandes orientations en termes d'actions à mettre en œuvre pour lutter contre la pauvreté et mobiliser les ressources requises pour assurer les bases d'un développement humain durable.*

*– le renforcement de la sécurité afin de créer les conditions de relancer des activités économiques dans tout le pays : le gouvernement peut alors espérer atteindre les objectifs de taux de croissance qu'elle s'est fixé, à savoir un niveau minimum de 5 %.*

*– l'assainissement des finances publiques afin d'accroître les ressources. L'accroissement du taux de mobilisation des recettes publiques par l'augmentation de la pression fiscale et l'élargissement de l'assiette fiscale ainsi que par la lutte contre la fraude peut aussi être envisagé ;*

*- la lutte contre la corruption qui contribuera à assainir l'environnement économique afin de reconstruire le tissu économique ;*

*- l'accent sur un programme de développement rural intégré et une plus grande implication des populations dans le processus de développement par une plus grande création d'emploi.*

*- l'accès aux principaux services sociaux de base qui constituent l'essentiel des Objectifs du Millénaire pour le Développement. (OMD).*